

choses sérieuses plus que légèrement. C'est ainsi qu'on croit voir un péril dans tout ce qui vient de Rome et de la Papauté : on prend conseil sur conseil, on intrigue, on menace même comme si l'on était fort, et en guise de l'épée qui va mal, on s'arme d'une brochure imprimée à Florence, mais qu'on date de Paris, pour lui donner plus de retentissement. En un mot, le gouvernement ne néglige rien pour montrer son désir d'être nuisible. Il a même, dans ce but, fait passer une loi que répudiaient les barbares qui renversèrent l'empire romain. Et la Révolution française, qui mettait à mort le clergé et les religieux, n'a jamais exigé qu'ils fussent soumis à la conscription. L'Eglise d'Italie proteste en vain. Et pendant ce temps là, on ne voit pas l'abîme qu'on aide à creuser sous le trône italien dans les fondements de la société. La conspiration contre la vie du roi siège en permanence. Elle a éclaté à Naples, pendant la visite de Victor-Emmanuel, ce malheureux prince, que tout le monde trahit, qui s'est trahi lui-même, à dû fuir de cette ville précipitamment, et s'en retourner à Florence avant d'avoir encore vu la Sicile, comme il l'avait promis. Précédemment, ses enfants, les héritiers du trône, n'avaient guère été mieux reçus. Aussi annonce-t-on que la réaction bourbonnienne gagne beaucoup de terrain, et que le peuple des Deux-Siciles redemande ses rois, qu'on a tant calomniés pour les dépoiller. Or, cette réaction ne manquera pas d'éclater aussi dans les anciens duchés et dans les provinces enlevées au Pape. Déjà Bologne a eu ses émeutes ; et à Milan, on a découvert une conspiration Mazzinienne, qui se répandait par tout le pays. Beaucoup d'autorités en étaient complices. Le gouvernement a tout fait pour en dissimuler la portée, mais les mesures inusitées qu'il a cru devoir prendre, ont révélé le danger qu'il avait couru. Jusqu'ici Mazzini avait planté sa tente à Lugano, dans le canton suisse du Tessin, et de là, comme dans un nid de hibou, il menaçait tour à tour l'Italie et la France ; mais le gouvernement italien a fait demander son éloignement aux autorités fédérales, qui ont banni Mazzini des Cantons du Tessin, du Valais, et des Grisons, pendant que la France l'a fait bannir également de Vaud, de Neuchâtel, de Gênes, de Berne, de Soleure et de Bâle, qui regardent sa frontière. Ainsi chacun se protège, et oublie sans doute que le plus grand mal que puisse faire Mazzini est du côté de Rome, où ces gens de Florence le laisseraient volontiers conspirer. Ne viennent-ils pas en effet de lui donner un nouveau gage d'amitié, en retenant 84 pour cent sur la dette Pontificale qu'ils avaient assumée ? Il est vrai qu'ils ont ouvert aussi le sanctuaire ministériel aux chefs de la ligue des *Permanentis*, et formé avec eux la seizième administration depuis celle de Cavour en 1861. On ne sait pas bien sur quelle base cet accord s'est fait, mais on assure avec vraisemblance que le gouvernement a fait un nouveau pas vers la révolution. Il importe peu maintenant de savoir qui préside au Conseil du Roi : Ricasoli, Rattazzi, Menabrea, Minghetti ou Cambrai-Digny, c'est la même chose. Car le trésor est vide, le crédit perdu, et la révolution maîtresse des hommes et des choses ; on insulte le roi, et l'on attaque la constitution. Les alliances fictives et les emprunts impossibles ne sauveront rien. Et au lieu de chercher hors du droit un *Modus Vivendi* avec Rome, l'Italie ferait sagement de chercher un *Modus Vivendi* pour ses propres Etats. Il est vrai qu'elle a pour se fortifier la récente amitié du gouvernement d'Autriche, qui, comme elle, brise avec l'Eglise et la saine raison, cite même les Evêques devant la cour de police pour refus d'accepter les lois confessionnelles, et se jette dans un torrent de difficultés. Cette amitié même serait tellement prononcée, dit-on, qu'on annonce comme certain un traité d'alliance complète entre l'Autriche, l'Italie et la France. On ne dit point cependant à quelles conditions précises. On connaît seulement que le gouvernement de Florence a demandé encore l'évacuation de Rome par les troupes françaises ; une nouvelle a même fixé le prochain mois de septembre pour cette évacuation. Mais cette nouvelle a été démentie, et M. de la Valette a fait un discours au sénat français dans lequel il espère toujours concilier Rome et l'Italie, mais déclare aussi que l'Etat présent de cette dernière n'inspire pas assez de confiance pour que la France retire ses troupes de Rome. Enfin le *Moniteur* vient de réaffirmer cette même nouvelle, et déifie le *Journal Officiel* de le démentir. Qui croire ?

Si l'Italie paraît avoir gagné l'amitié de l'Autriche, il ne paraît pas moins qu'elle a perdu pour cela les bonnes grâces de la Prusse ; car la triple alliance dont on parle, serait avant tout, dirigée contre cette dernière puissance. En Prusse, d'ailleurs, le roi a des visées que l'amitié de l'Italie pourrait compromettre. L'Italie est assez bonne quand il s'agit de frapper l'Autriche ; mais le Pape est toujours la puissance supérieure qui peut mieux que toute autre donner la couronne d'Empereur à l'Allemagne. Aussi pour l'y disposer, il convient même de bien traiter les catholiques du futur empire, d'entrer en négociations pour avoir un Nonce à Berlin, d'envoyer un ambassadeur extraordinaire pour féliciter le Pape au grand jour du cinquantenaire, enfin, de permettre aux hommes de la Landwehr de s'enrôler au service du Pape, sans perdre pour cela leur caractère prussien. Ce sont là des avances qui passent pour des bontés, et dont un jour à venir on demandera gracieusement la récompense. Qu'importe après cela que les protestants d'Allemagne rejettent l'invitation du Pape, et ne se rendent point au Concile ? et que M. de Bismarck soulève une réprobation universelle en imposant une taxe sur la *lager beer* ? On suit sa destinée, malgré tous les assembleurs de nuages. Voilà ! Est-ce que la Russie ne suit pas la sienne, par exemple, en russifiant la Pologne de plus en plus, en cultivant avec soin l'amitié des Etats-Unis et en transportant sa capitale de St. Pétersbourg à Kiew, le berceau de

la Russie, et la ville sainte des Russes bien avant Moscou ? L'ours du nord connaît bien son destin quand il va se blottir ainsi au milieu des blés de l'Ukraine. Le bon Lafontaine dirait qu'il va monter à l'assaut de Constantinople, sans plus s'occuper cette fois du commandement du lion.

Nos lecteurs nous pardonneront sans doute si nous passons maintenant de Russie en France, et de France en Espagne ; nous leur promettons que la fatigue ne sera pas grande ; il n'y a plus de Pyrénées, comme ils le savent, et les voies publiques sont bien améliorées depuis le passage de la Bérésina.

Le fait qui domine pour le moment la pensée de la France, c'est le résultat des récentes élections. Ce résultat n'est pas encore facile à apprécier de si loin ; on assure cependant que le gouvernement a remporté une victoire à peu près complète. L'opposition n'a été forte que dans les départements manufacturiers, dans les grandes villes comme Lyons et Marseilles, et surtout à Paris, la tête un peu légère de la France. Dans les districts manufacturiers, c'est le traité de libre-échange avec l'Angleterre qui ruine l'industrie française et soulève de l'opposition. Dans les grandes villes, et la capitale à leur tête, la population est plus condensée, plus misérable, plus savamment ignorante, et plus facilement exploitée par les démagogues. Elle a jeté la pierre à toutes les autorités, voire même à ses idoles les plus républicaines. On annonce même que dans les dernières élections, Paris a tourné le dos aux républicains modérés ; l'opposition élue n'est plus seulement libérale mais radicale. C'est le socialisme éclairé par la *Lanterne* de Mr. Rochefort ; il n'a triomphé si complètement qu'à Paris, mais Paris a déjà tant fait de révoltes pour la France. Ses nouveaux élus s'appellent *irréconciliables*, et le sont en effet avec la dynastie napoléonienne et avec tout ordre social où ils ne seront pas les seuls maîtres. C'est pourquoi on les voit amis du désordre ; et les élections dans quinze villes et surtout à Paris, ont été marquées par des troubles, dans lesquels le sang a coulé. Ces jours-ci encore, on a voulu renouveler à Paris les fameuses journées de juin 1848. Le télégraphe nous a appris que la populace s'est réunie au faubourg Montmartre ; que l'excitation était grande et difficile à apaiser, que les troupes ont paradé jour et nuit, que le général Cluseret a été banni de France, que l'Empereur et l'Impératrice ont parcouru les rues de Paris en carrosse découvert sans être molestés, ce qui est encore un bon signe. Un autre bon signe, d'après le télégraphe, c'est que la population principale s'est jointe aux autorités pour rétablir l'ordre. En même temps on apprend que le général Fleury est nommé ambassadeur à Florence, afin de donner quelque satisfaction aux catholiques et aux amis du Pape. Le meilleur remède à ce mal eut été la victoire entière des candidatures catholiques, car elles auraient affermi la foi, la force morale et l'autorité, en assurant le pouvoir temporel du Pape, et la liberté de l'enseignement ; deux choses qui tiennent fortement au droit naturel et à la société. On ignore encore combien les catholiques ont pu élire de représentants dévoués, mais ils peuvent compter désormais sur une influence plus grande ; ils se sont montrés et reconnus, et les amis encore nombreux de la dynastie impériale ne tarderont pas à se rallier bon gré mal gré à leur programme ; car les événements montreront bientôt toute la force que les vrais catholiques apportent pour consolider les empires. Ce sera le résultat des petits triomphes du socialisme. D'ailleurs un souffle réparateur semble ranimer en France les hommes et les choses. Orléans vient de célébrer la fête de Jeanne d'Arc avec une pompe extraordinaire. Sept ou huit évêques s'y étaient rendus. A Paris même, où grouille la révolution, on revient hardiment au repos du dimanche qu'on ne connaît plus ; car à Paris, et dans quelques autres grandes villes, le dimanche n'est que le nom d'un jour, et le septième jour de la semaine ; on a presque entièrement oublié que Dieu s'est reposé ce jour-là, et que ceux qui travaillent bien ont besoin de suivre un si grand exemple. Le dimanche à Paris, les ouvriers travaillent, les marchands débloquent, les journaux se publient ; c'est même le dimanche, vingt-trois de mai, qu'ont eu lieu les dernières élections. C'est de l'économie à la façon moderne : on économise sur le service de Dieu et sur le bonheur du peuple, pour l'avantage des riches, et des charlatans —

Charlatans, faiseurs d'horoscope,  
Quittez les cours des peuples de l'Europe.

Le bon Lafontaine avait dit "les princes de l'Europe," mais il n'y a plus de princes, et les formules sont changées !

Nos lecteurs nous le pardonneront encore, mais nous ne saurions sortir de France, même pour passer en Espagne, sans regarder en arrière, et voir s'il n'y aurait pas un *point noir* à l'horizon du côté de la Belgique. On se rappelle que la politique a récemment éprouvé sur la frontière belge un accident de chemin de fer qui a failli coûter la vie à beaucoup de monde. On répétait partout : Un cas est arrivé ! et les gazettes assuraient que la Prusse elle-même avait placé des embarras sur la voie ferrée. Ce qu'il y a de plus vrai, c'est que les gens sérieux soupçonnent ce que les gazettes affirment, et qu'une commission mixte de belges et de français doit se réunir à Paris pour régler et écarter cette nouvelle question. La conférence aura lieu prochainement, et s'il n'en sort que du vent on pourra s'attendre à quelque tempête. Quand donc ces conférences politiques réussiront-elles à attacher le grelot ?

L'Espagne fait pitié, dit un correspondant, et la division y arrive à son comble. L'esprit de vertige et d'erreur souffle dans les Cortez et le gouvernement. On ne s'y entend plus ni sur Dieu qu'on blasphème, ni sur la